LES PARCS NATIONAUX—LES DROITS D'ENTRÉE—LES
PLAINTES AU SUJET DE LA BAISSE DES RECETTES À RADIUM
ET À INVERMERE—LE SYSTÈME D'HONNEUR POUR LA
CIRCULATION DE TRANSIT

M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay): Madame l'Orateur, j'ai posé il y a quelques jours une question au ministre responsable de nos parcs nationaux, à l'instigation des habitants des villages et petites villes de ma circonscription qui sont mécontents du nouveau tarif des droits d'entrée adopté pour les parcs nationaux. Je sais que cette question a été soulevée indirectement avant que je ne la pose. Elle a été soulevée pendant la période réservée aux plaintes, après l'examen en comité, comme aujourd'hui, de la question des subsides.

Le ministre avait alors répondu que la nouvelle politique consiste à faire supporter par les usagers le coût des parcs. Il a cité un chiffre. Si j'ai bonne mémoire, il a affirmé que 5 p. 100 de la population profite des parcs. Ce chiffre paraît valable à première vue. Mais si on l'examine de plus près, on voit qu'il est trompeur, parce qu'il n'existe pas de grands parcs nationaux à proximité des grandes agglomérations ontariennes et québécoises. Mais par contre certains parcs nationaux sont à cheval sur la route transcanadienne en Colombie-Britannique, et je pense que les usagers des parcs de Colombie-Britannique représentent beaucoup plus que 5 p. 100 de la population. Leur pourcentage est probablement plus que dans toute autre province, à l'exception de l'Alberta qui se trouve dans la même situation que la Colombie-Britannique. Il s'en suit que les problèmes sont différents en Colombie-Britannique et en Alberta que dans le reste du pays.

Ceux qui m'écrivent s'inquiètent surtout de la liste de droits complexe et peu pratique. J'ignore ce qui se passera lorsqu'il y aura affluence en juillet et en août aux barrières des parcs nationaux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, surtout aux barrières des parcs le long de la route transcanadienne. Chaque fois qu'une automobile arrivera devant la barrière d'un parc, les visiteurs auront le choix entre six possibilités et ils devront décider presque instantanément laquelle choisir. Ils ont à décider s'ils doivent dire qu'ils ne feront que passer ou qu'ils y resteront un, deux, trois, quatre, cinq jours, et demander un abonnement annuel pour tous les parcs nationaux. Il ne sera pas facile de démêler tout ce monde. Je prévois qu'il y aura des difficultés au points d'entrée. Et les difficultés s'accroîtront à mesure que le flot des usagers va s'intensifier. Je sais que le système d'honneur a déjà été abandonné. Quand on en avait proposé l'adoption, je n'ai pas cru qu'il durerait une semaine. C'est à peu près ce qui est arrivé.

● (2200)

L'autre chose est que cela pourrait devenir désastreux pour les commerces établis à l'intérieur des parcs. Ces gens-là ne sont pas consultés quand les règles du jeu sont le moins modifiées. J'ai reçu des instances que j'ai transmises au ministre, qui indiquent que les affaires ont sensiblement ralenti. Je crois que la décision avait été prise sans une bonne évaluation des services que certains des commerces établis dans le parc rendent à des localités sises à une distance considérable du parc en Colombie-Britannique. Il arrive souvent que la Chambre de Commerce de Invermere-Windermere tienne ses réunions au pavillon de Radium, à l'intérieur du parc. C'est un lieu qui sert à diverses activités sociales. Avec le nouveau barème de droits, chaque fois qu'une personne assiste à chacune de quelque cinq réunions, elle doit payer des frais supplé-

L'ajournement

mentaires inhabituels à cause de la définition très étroite qui est donnée de l'usager des installations du parc. Quand une réunion de la Chambre de Commerce a lieu à l'intérieur du parc, les personnes qui normalement ne feraient qu'y assister deviennent maintenant des usagers d'une installation et sont assujettis à des frais supplémentaires.

La Chambre de Commerce de Invermere-Windermere m'a suggéré que, s'il fallait augmenter les droits et compte tenu des pressions et de la poussée de l'inflation, il aurait mieux valu fixer un droit général de \$5. Cela aurait évité la surveillance étroite qui s'ensuivra. Cela aurait évité aussi la confusion qui règne aux entrées et les commerces établis dans le parc n'en auraient sans doute pas souffert.

Le ministre a laissé entendre qu'il essaierait le système pour un an. A mon avis, certaines des entreprises commerciales à l'intérieur des parcs nationaux pourraient avoir de graves ennuis si l'on ne modifie pas le système. Il y aura beaucoup d'encombrement sur la route transcanadienne si l'on ne révisé pas toute la situation avant un an.

Mme Iona Campagnolo (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Madame l'Orateur, jusqu'ici le ministre n'a reçu qu'une lettre provenant de la région de Radium-Windermere en Colombie-Britannique au sujet d'une prétendue diminution des affaires dans le parc national de Kootenay. On répondra à cette lettre d'ici quelques jours.

La nouvelle liste de droits d'entrée dans le parc a été mise en vigueur le 1^{er} avril. Le nombre de visiteurs au parc en avril et en mai de 1975 était inférieur au nombre de visiteurs pour la même période en 1974. Cependant, les employés du parc signalent que cela provient en bonne partie du fait que le congé de Pâques a eu lieu en mars cette année et qu'il y a eu du mauvais temps au cours de ces deux mois.

Les employés du parc disent que la nouvelle liste de droits d'entrée ne pose aucun problème spécial à l'entrée du parc national de Kootenay. C'est particulièrement juste maintenant qu'on identifie le trafic de transit empruntant la route Banff-Windermere, qui passe sans payer, à l'aide de laissez-passer temporairement fixés aux véhicules.

Le but, bien sûr, est de percevoir un droit d'entrée seulement de ceux qui entendent s'arrêter et se servir du parc et de ses installations. Bien que le parc de Kootenay n'ai posé aucun problème spécial, on peut dire que la perception des droits dans tous les parcs nationaux sera revue après la saison estivale pour essayer de corriger toutes les anomalies qui pourraient être identifiées pendant la saison principale.

Ayant eu le plaisir de me baigner à l'Aquacourt à Radium et d'apprécier les diverses installations dans ce secteur, j'aimerais assurer au député d'Okanagan-Kootenay (M. Johnston), que nous ne voulons pas provoquer de confusion et de perturbations à l'entrée. Nous voulons améliorer les parcs grâce à la participation du public, des gens ordinaires contribuant de façon raisonnable au programme de rénovation de ce parc par les droits qu'ils paient pour en profiter.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE—L'EXAMEN DE LA
POLITIQUE SALARIALE APPLICABLE DANS LA RÉGION DE
L'ATLANTIQUE

M. Andy Hogan (Cape Breton-East Richmond): Madame l'Orateur, la question que j'ai soulevée à la Chambre hier en réclamant une étude approfondie de la politique salariale fédérale touchant tous les travailleurs